



PARTIR

EN ALGÉRIE

D'ALGÉRIE

1954 - 1962

EXPOSITION

21 oct. - 31 déc. 2022

MUSÉE DE LA RÉSISTANCE

limoges.fr



Contact presse Ville de Limoges :

Émilie BETOUL

05 55 45 63 02

emilie.betoul@limoges.fr

Cliquez pour suivre l'actualité de la Ville : limoges.fr



[/villedelimoges](https://www.facebook.com/villedelimoges)



[@VilleLimoges87](https://twitter.com/VilleLimoges87)



[7ALimoges](https://www.youtube.com/channel/UC7ALimoges)



[villedelimoges](https://www.snapchat.com/add/villedelimoges)



[/ville_de_limoges](https://www.instagram.com/ville_de_limoges)



[Ville de Limoges](https://www.linkedin.com/company/Ville-de-Limoges)

Sommaire

Présentation de l'événement	3
Le contexte	4
La réponse du gouvernement : les appelés et les rappelés	5
Les pieds-noirs	7
Les harkis	9
Programmation autour de l'exposition : cycle de conférences et de projections	10
Une exposition réalisée grâce à de nombreux témoins et prêteurs	11
Les modalités	13

Partir en Algérie, partir d'Algérie. 1954-1962 Du 21 octobre au 31 décembre 2022

Du 21 octobre au 31 décembre 2022, le musée de la résistance présente une exposition intitulée « Partir en Algérie, partir d'Algérie. 1954-1962 ». Cette exposition a été possible grâce aux nombreuses personnes ayant répondu à l'appel aux prêts qui avait été lancé par le musée de la Résistance en septembre 2021. Elle ouvre une page d'histoire à hauteur d'hommes et de femmes qui ont vécu cette guerre.

Le musée de la Résistance donne la parole aux acteurs et témoins de cette période, aux appelés et rappelés, aux pieds noirs, aux harkis, à ceux qui ont vu leur vie basculer, à ceux que les événements politiques et militaires ont rattrapés.

Un seul mot lie entre elles ces communautés de destin : l'Algérie. Cependant, il n'y a pas une guerre d'Algérie mais des guerres d'Algérie.

Chaque témoignage est un tableau unique avec ses joies et ses peines. Ils apercevaient non pas une Algérie, mais des « Algérie » avec sa richesse et sa grande pauvreté. Les soldats découvraient une autre culture, méprisée par certains, admirée par d'autres. Mais bien peu restèrent insensibles à ce nouvel univers.

Une fois installées sur place, une dichotomie dans la vie quotidienne s'opérait entre les unités opérationnelles et les unités supports ; autant d'expériences différentes et de souvenirs particuliers.

L'exposition retrace aussi le destin de cinq familles de pieds-noirs, toutes installées avant le XX^e siècle et rattrapées par les événements militaires et politiques ainsi que cinq parcours de harkis. Tous sont définitivement déracinés.

Autour de l'exposition, trois conférences et une projection documentaire auront également lieu à l'espace Simone-Veil (2 rue de la Providence, entrée libre) ; les 20 octobre, 10 novembre, 24 novembre et 1^{er} décembre 2022.

Musée de la Résistance
7 rue Neuve-Saint-Etienne à Limoges
05 55 45 84 44
musee.resistance@limoges.fr
Ouvert tous les jours sauf le mardi et dimanche matin,
de 9h30 à 17h et de 13h30 à 17h le dimanche.

LE CONTEXTE

Dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre 1954, une série d'attentats simultanés eut lieu, préparés par une poignée de nationalistes, essentiellement implantés en Kabylie et dans les Aurès. Si ce furent la stupeur en Algérie et l'incrédulité en France, tel n'était pas le cas au sein des services de renseignements alertés par de nombreux rapports.

La surprise fut d'autant plus grande que la situation en Algérie paraissait très calme en comparaison avec celles du Maroc et de la Tunisie agités par des manifestations indépendantistes.

Et la Haute-Vienne découvrit la guerre : ce fut l'incompréhension. Le 1^{er} novembre 1954, Guy Monnerot, l'instituteur dont les parents tenaient une épicerie rue Montmailler à Limoges, venait de succomber sous les balles.

Dans l'embuscade de Tighanimine, ce n'était pas le couple Monnerot qui était la cible : le FLN (Front de Libération National) voulait savoir si le caïd du village et ancien capitaine de l'armée française allait les rejoindre.

La rafale qui les atteignit lui était destinée. Son épouse, gravement blessée, survécut et Guy Monnerot fut reconnu « mort pour la France » en 2020.

Guy Monnerot et ses élèves.

À gauche, la metcha du gardien Amar [1954].

© Jean-Pierre Gaildraud



Le cortège funèbre avec le cercueil de Guy Monnerot se rend au cimetière de Louyat.

Photographie réalisée par Lacan, novembre 1954.

© Jean-Pierre Gaildraud

LA RÉPONSE DU GOUVERNEMENT : LES APPELÉS ET LES RAPPELÉS

Sur le plan politique, il n'était pas pensable de laisser évoluer la situation telle qu'elle se présentait. Les gouvernements successifs refusèrent d'employer le mot « guerre » qui fut supplanté dans le discours par « les événements en Afrique du Nord » ou « les opérations de maintien de l'ordre ». Il ne pouvait y avoir une guerre sur un territoire considéré comme le prolongement de la France constituée de « départements français ».

La réponse française fut immédiate : l'envoi de troupes pour mater dans l'œuf l'insurrection qui s'annonçait. En janvier 1955, Jacques Soustelle (1912-1990), nommé Gouverneur général, fit voter l'état d'urgence dans les Aurès et une partie de la Grande Kabylie. Le colonel Ducourneau (1910-1985), à la tête de la 25^e division d'infanterie aéroportée, partit de Pau renforcé par deux bataillons de parachutistes stationnés à Bayonne. Sa mission en Algérie était de réduire ce soulèvement. Dès son arrivée, il mit en place une gigantesque opération de ratissage.

Les premières troupes engagées ne furent pas suffisantes. Il fallait toujours plus d'hommes, plus de soldats. En utilisant le délai de disponibilité pour maintenir les contingents sous les drapeaux, la durée du service militaire passa de 18 mois à 24 mois, puis 27 mois pour atteindre 30 mois.

Ainsi, 1 179 523 appelés servirent en Algérie. Ils étaient la troisième génération du feu, le troisième engagement du contingent français au XX^e siècle. Comme leurs aînés, et sous leurs regards, ils partirent.



Photographie de l'arrivée en Algérie du groupe provenant du 126^e régiment d'infanterie de Brive-la-Gaillarde.

© Robert Courivaud

Le musée de la Résistance présente 16 témoignages d'appelés et rappelés très différents. Il n'y a pas eu une guerre d'Algérie mais des guerres d'Algérie. Soixante années après, ils nous livrent leurs souvenirs, leurs émotions. Chaque expérience est unique.

Ils apercevaient non pas une Algérie, mais des « Algérie » avec sa richesse et sa grande pauvreté. Les soldats découvraient une autre culture, méprisée par certains, admirée par d'autres. Mais bien peu restèrent insensibles à ce nouvel univers.

Une fois installées sur place, une dichotomie dans la vie quotidienne s'opérait entre les unités opérationnelles et les unités supports ; autant d'expériences différentes et de souvenirs particuliers.

Transportés par camions, les militaires partent en opération. S.I.n.d.

Photographie prise par le soldat Michel Jeanton.

© Marie-Claude Jeanton



Aperçu du coin d'une chambrée avec un groupe de jeunes soldats. Photographie.

Collection MRL Don Malmauvais, 2021.
INV.021.26.18.2

Dans cette guerre aux multiples facettes, il en fut une qui était particulière : celle qui consistait à pacifier les cœurs, à soigner et à enseigner.

Ces soldats travaillaient dans les sections administratives spécialisées (SAS). Sous l'uniforme, près de 4000 officiers servirent dans les SAS.

En plus des missions administratives, ils avaient des missions militaires (rétablissement de l'ordre) ou de renseignement (ils étaient les yeux et les oreilles de l'administration). Enfin, ils avaient une mission sanitaire et sociale.

Entre 1956 et 1959, 800 écoles furent créées, 70 000 enfants scolarisés. Grâce à 675 médecins assistés d'autant d'auxiliaires médicales, plus d'un million de consultations et de soins fut donné.

*Section administrative spécialisée de Sidi-Kheltab
(région de Relizane).*

Photographie prise par Bernard Guillot.

© Lucette Guillot



LES PIEDS-NOIRS

L'exposition retrace le destin de cinq familles de pieds-noirs, toutes enracinées avant le XX^e siècle et qui ont été rattrapées par les événements militaires et politiques.

Du début de la colonisation à la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Algérie reçut une population très hétérogène. Ces hommes et ces femmes venaient d'Europe centrale ou d'Europe méridionale avec une prépondérance d'Italiens, d'Espagnols, de Maltais. Ils avaient bénéficié du droit du sol inscrit dans la loi de 1889 sur la nationalité.

En 1926, la population européenne passa de 833 000 habitants à plus d'un million en 1954 dont 79% étaient nés sur le sol algérien. Malgré cette diversité d'origine, ces Français avaient conscience d'appartenir à la même communauté, à « une France algérienne ».

Cette population, hormis quelques exceptions, était une population modeste, essentiellement formée de fonctionnaires, de salariés, de commerçants. La majorité avait un niveau de vie inférieur de 10 % à 15 % par rapport à celui de la métropole.

Avant les accords d'Evian, de 1956 à 1961, près de 500 000 personnes quittèrent l'Algérie et s'installèrent en France. Cependant, les historiens ont noté que des mouvements de population avaient déjà eu lieu. Des Européens avaient quitté la campagne du fait de l'insécurité et d'autres, dans les quartiers des villes, s'étaient repliés dans la partie européenne.

Après les accords d'Evian, ce fut un véritable exode désordonné et brutal qui eut lieu entre les mois de mai et juillet 1962 : 450 000 départs eurent lieu dans la cohue. À la fin de l'année 1962, il ne restait guère plus de 100 000 pieds noirs en Algérie alors qu'en 1954, l'Algérie comptait quelques 1 050 000 Européens. L'arrivée sur le sol métropolitain fut douloureuse : 69 % des Français refusaient d'être mis à contribution pour les indemniser.

Photographie des hommes qui comptaient dans la commune de Waldeck Rousseau, probablement les premières familles installées, circa 1905.

© famille Roques



Sur cette photographie, au premier plan, Elisa née à Tiaret en 1853 avec Paule dans ses bras ; Léontine, née en 1879, en grand deuil depuis 1916. Elle resta veuve avec son petit garçon, Paul, né à Oran en 1908, à droite sur la photographie. Palat, 1939.

© famille Roques

LES HARKIS

Le musée de la Résistance présente cinq parcours bien différents dont celui d'un lieutenant français, François Meyer qui sauva un grand nombre de harkis. Depuis de nombreuses décennies, on désigne sous le nom de « harkis » toutes les troupes supplétives de l'armée française en Algérie. En réalité, ce terme recouvre une réalité plus complexe.

À partir de janvier 1955, furent créés les Groupes Mobiles de Protection Rurale (GMPR) qui devinrent les Groupes mobiles de Sécurité (GMS). Les Sections administratives spécialisées (SAS) étaient protégées par un maghzen. À cela s'ajoutaient les Sections Urbaines (SAU). En février 1956, le général Lorillot (1901-1985) créa les harkas, mot emprunté à l'arabe signifiant « bouger » ou « mouvement ». Cet ensemble constituait les troupes supplétives et leurs effectifs dépassèrent les 100 000 après 1959.

À partir de 1961, pour l'ensemble des troupes supplétives, ce fut le début des promesses non tenues. Le général Crépin (1901-1985), successeur du général Challe (1905-1979), promit aux harkis qu'ils resteraient groupés et armés pendant un an après le cessez-le feu. Or à l'été 1961, s'amorça la réduction globale de toutes les catégories des forces supplétives. À la fin de l'année 1961, les négociateurs français obtinrent la promesse qu'il n'y aurait pas de représailles, or il n'en fut rien. Celles-ci commencèrent à partir de mars 1962. Les historiens estiment entre 60 à 80 000 le nombre de victimes.

Tous les Algériens n'eurent pas le même traitement à leur arrivée en France. Les notables algériens, « musulmans de qualité », furent reclassés. Ce ne fut pas le cas pour les anciens supplétifs qui furent soumis à un contrôle social. Ils furent installés dans des camps (Larzac, Bourg-Lastic, Rivesaltes ...) et soumis à un encadrement militaire ; ils étaient considérés comme des civils réfugiés. Ces familles, bannies dans leur pays, furent confrontées à leur arrivée à la marginalisation, au racisme et aux préjugés. Dans cet exil, la vie dans les camps ou les cités de transit meurtrit profondément les harkis et leur descendance.



Après le cessez le feu, les harkas sont désarmés. Ici, en mai 1962, en Kabylie, les harkis rendent leur matériel militaire et leur uniforme.

©Jean-Pierre Gaildraud

PROGRAMMATION AUTOUR DE L'EXPOSITION : CYCLE DE CONFÉRENCES ET DE PROJECTIONS

À l'espace Simone-Veil

Entrée libre

Réservation souhaitée au 05 55 45 84 56 ou
agnes.peyronnet@limoges.fr



JEUDI 20 OCTOBRE À 18H30

Conférence « De Charles de Gaulle à Emmanuel Macron, l'Algérie, un défi mémoriel brûlant (1958-2022) » par Jean-Pierre Gaildraud, historien.

Compte tenu des tensions qui existent depuis des décennies entre les deux états qui entretiennent des relations complexes hantées par le passé, compte tenu de l'importante communauté franco algérienne, aucun candidat à la présidence, aucun président ne peut esquisser l'Algérie tant les relations entre les deux pays sont « proches et éloignées ». V. Giscard d'Estaing a été le premier président français à se rendre en voyage officiel en Algérie (avril 1975) depuis d'indépendance du pays (5 juillet 1962).

JEUDI 10 NOVEMBRE À 14H30

Projection du film documentaire « Nos ombres d'Algérie » de Vincent Marie (Kanari films - 52 min.)

Des dessinateurs majeurs du neuvième art explorent, depuis la France, les mémoires de la guerre d'Algérie. Ils (re)tracent au pinceau l'intimité de récits de vie et convoquent les fantômes qui hantent nos blessures d'Algérie. Par le trait, ils font œuvre de mémoire et racontent autrement une guerre dont on a longtemps tu le nom en France.

JEUDI 24 NOVEMBRE À 18H30

Conférence « Algérie, Maroc, Tunisie, ... Vietnam : quelles traces, quels souvenirs, la période coloniale française a-t-elle laissé dans ces pays ? 1945-2022 » par Jean-Pierre Gaildraud, historien.

La colonisation, outil de domination jusqu'en 1945, sera remise en question de façon brutale et violente en Indochine et en Algérie, et mieux acceptée en Tunisie et au Maroc. Ce sera la décolonisation de ces territoires marqués par un héritage culturel ou architectural intégré ou imposé à ces pays qui fait que l'on a du mal à traduire ce passé commun en une Histoire commune.

JEUDI 1^{ER} DÉCEMBRE À 18H30

Conférence « Fin Tragique de l'Algérie Française. Le témoignage d'un jeune reporter militaire » par Jean-Baptiste Ferracci. Suivie d'une séance de dédicaces.

Cette conférence offre un point de vue unique sur la fin de l'Algérie française : celui d'un jeune reporter civil et militaire qui a découvert la vie quotidienne au cœur d'événements dramatiques que les générations qui ne les ont pas vécus découvriront soixante ans après. Jean-Baptiste Ferrucci, lors de son service militaire en Algérie, a été notamment reporter à l'hebdomadaire des forces armées *Bled*. Par la suite, il est devenu journaliste à *L'Aurore*. Il est avant tout un disciple d'Hélie de Saint Marc. Il écrit et raconte inlassablement, non pour juger mais pour expliquer.

L'auteur présentera son ouvrage *Fin Tragique de l'Algérie Française. Le témoignage d'un jeune reporter militaire*. (Ed. de Paris, 2022) à Limoges lors de la conférence qui sera suivie d'une séance de dédicaces.

UNE EXPOSITION RÉALISÉE GRÂCE À DE NOMBREUX TÉMOINS ET PRÊTEURS

De nombreuses personnes ont répondu à l'appel au prêt lancé par le musée de la Résistance en septembre 2021 pour la réalisation de cette exposition.

Grâce aux témoignages d'anciens combattants, le musée a pu reconstituer le parcours de nombreux appelés et présenter la diversité des expériences de guerre en Algérie.

L'exposition retrace entre autres le cheminement de :

- Jean-Pierre Gaildraud, officier du contingent, chef d'une harka
- René Knégévitch, appelé sursitaire, pacifiste
- Guy Chobot, engagé volontaire au 3^e Zouaves
- Claude Sicard, appelé, artiste peintre



Le soldat Robert Frugier a amené cette radio en Algérie et l'a ramenée en France.

Coll. MRL, don Frugier 2021, n°INV.021.30.1

Le musée remercie les nombreux prêteurs et donateurs qui ont participé à la réalisation de cette exposition :

Laurent Bourdelas, Yves Brun, Guy Chabot, Robert Courivaud, Jean-Pierre Cruveilhaer, Jacques Deserces, Jean-Marie Dufour, Jean-Baptiste Ferracci, Jacques, Catherine Fouilloud, Robert Frugier, Jean-Pierre Gaildraud, Lucette Guillot, Marie-Claude Jeanton, René Knégévitch, Cédric Lafon, Philippe Lelaurain, René Léonard, Yvette Malmauvais, Jean-Claude Maret, Sandrine Morales, Berthe Morange, Marie-France Nys, Hugues Robert, Pascale Senigout, Claude Sicard, Laurence Zappoli.

Plats ramenés d'Algérie par le soldat Malmauvais.

Coll. MRL, don Malmauvais 2021, n°INV.021.26.69



Journal « L'Echo d'Alger » du 3 juin 1958.
Prêt de monsieur Knégévitch.

LES MODALITÉS

PLEIN TARIF : 5 €

TARIF REDUIT : 3 €

Groupes à partir de 10 personnes, Amis des musées de Limoges et du FRAC, titulaires de la carte des mécènes de l'Opéra-Théâtre, des cartes CEZAM et MGEN, membres du Comité d'entreprise de la CAF de la Haute-Vienne, CE Multi-Entreprises et EDF-GDF.

GRATUIT

Moins de 26 ans, étudiants, demandeurs d'emploi, bénéficiaires des minima sociaux, titulaires de la carte d'invalidité, accompagnateurs de groupes ou d'une personne en situation de handicap, Amis du musée des Beaux-Arts de Limoges, Amis du musée de la Résistance, titulaires de la carte ICOM, de la carte «enseignant», de la carte ancien combattant, de veuve ou d'orphelin de guerre ou d'une carte de presse, invités de la Ville de Limoges.

BILLET COUPLÉ Musée des Beaux-Arts / Musée de la Résistance : 6 € valable 3 jours

BILLET COUPLÉ TARIF RÉDUIT Musée des Beaux-Arts / Musée de la Résistance : 4 € valable 3 jours

Partenaire **CITYPASS**

PASS CULTURE

Musée de la Résistance
7 rue Neuve-Saint-Etienne à Limoges
05 55 45 84 44
musee.resistance@limoges.fr
Ouvert tous les jours sauf le mardi et dimanche matin,
de 9h30 à 17h et de 13h30 à 17h le dimanche.